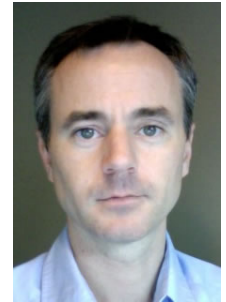




## Du paysan à la start-up *par Luc Bontemps, Président*

**D**e l'édition de logiciels à l'élevage de bovins en passant par l'institut de beauté, toutes les activités mènent à la Cofides. Car l'exclusion bancaire touchera indifféremment le jeune diplômé, le petit paysan ou la femme démunie - tous perçus comme des emprunteurs à risque. Au Sénégal, notre coopérative vient ainsi de signer un partenariat avec CTIC, un incubateur dakarois qui héberge des jeunes pousses dans le secteur des technologies de l'information et de la communication. Qualifiés, motivés, pour certains munis d'une première expérience en France et même de contrats clients dûment signés, leurs dirigeants ne s'en voient pas moins refuser de modestes avances de trésorerie, faute de caution personnelle. L'octroi de notre garantie, espérons-le, sera le coup de pouce décisif. De même qu'il l'a été pour des éleveurs du Burkina Faso, où notre partenaire GESTM est

revenu de mission avec des nouvelles encourageantes. De nouveaux projets d'embouche y sont d'ailleurs en préparation (lire interview page suivante). Reste maintenant à souhaiter aux pays du Sahel une seconde saison des pluies abondante, après celle salubre de 2012. Il en va de la sécurité alimentaire de la région, dont les populations locales, déjà affectées par les changements climatiques, doivent en plus faire face à la menace de l'accapement de leurs terres par de grands investisseurs. Le dernier Forum Social Mondial, qui s'est tenu à Tunis en mars dernier, fut d'ailleurs l'occasion pour l'association Peuples Solidaires de rappeler aux gouvernements leur responsabilité dans ce phénomène (lire ci-dessous).



## Les tunisiennes animent le Forum Social Mondial



Des membres de Peuples Solidaires se relaient derrière la banderole du CRID, lors de la marche d'ouverture du Forum Social Mondial à Tunis.

Il en est de microfinance comme du militantisme social : du moins à Tunis, où les femmes étaient largement représentées au dernier Forum Social Mondial (FSM). Placé sous le signe de la dignité, l'événement a rassemblé 50 000 altermondialistes du 26 au 30 mars derniers. Parmi eux figurait une délégation de Peuples Solidaires - membre cofondateur de la Cofides - et en particulier Louise Eveno, qui représente cette association à notre conseil d'administration. « Par leur énergie, leur dévouement, leur chants, les femmes tunisiennes, pour la plupart très

jeunes, étaient le cœur battant de ce Forum », rapporte cette militante de la première heure. Pour sa part, Peuples Solidaires y a organisé un atelier sur la lutte contre l'accapement des terres, en partenariat avec le réseau ActionAid et le mouvement La Via Campesina. En 2011, ces organisations avaient, déjà, contribué à l'Appel de Dakar, où s'était tenu le précédent FSM, afin d'inciter les gouvernements à prendre des mesures fortes pour contrer la vague d'expulsion et d'expropriation des petits paysans - garants de la souveraineté alimentaire.

# «Nos projets d'embouche au Burkina ont démontré leur rentabilité»

Début 2012, l'association GESTM (Groupe Etival Solidarité Tiers Monde) et la Cofides ont renouvelé leur soutien à des programmes d'élevage bovin au Burkina Faso, dans le département de Béré. De retour de mission sur place, son président, Alain Gervais, fait le point sur leur avancée.

### Comment se portent les derniers projets financés ?

D'un point de vue comptable, sur les six crédits accordés par notre IMF partenaire URC Nazinon, cinq ont pu lui être remboursés intégralement. Un seul accuse un retard de paiement représentant quatre mensualités, soit environ 1 700 euros ou 40 % du crédit. Les motifs de ce retard n'ont pas encore été clairement identifiés mais, à ce stade, l'engagement d'une procédure de recouvrement avec appel à garantie n'est pas à l'ordre du jour.

### Et d'un point de vue opérationnel ?

Lors d'une réunion plénière organisée en mars dernier, les groupements d'éleveurs ont globalement exprimé leur satisfaction. Cependant, il est difficile d'évaluer précisément le bénéfice économique généré, car les éleveurs, à l'instar de nos agriculteurs français, restent assez discrets sur leurs gains. Quelques groupements rechignent d'ailleurs à tenir régulièrement un cahier des comptes. Cela dit, les activités d'embouche, quand elles sont bien conduites, ont démontré leur rentabilité. Pour rappel, le gain résulte principalement de trois éléments : la qualité de l'animal acheté, la préparation de l'éleveur dans le stockage du fourrage, et l'appui à la vente.



Réunion plénière des représentants d'éleveurs, commune rurale de Béré.

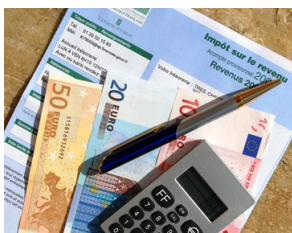
### Comment les éleveurs sont-ils accompagnés ?

Sur le terrain, ils bénéficient d'un suivi par un technicien d'élevage et/ou du vétérinaire qui pratique les vaccinations. Ceux-ci interviennent surtout au moment de l'achat et dans l'élaboration du protocole d'alimentation. Leur prestation de services, qui fait l'objet d'un paiement au forfait, est entièrement et directement prise en charge par notre association.

### Travaillez-vous sur d'autres programmes ?

Six sont en cours de préparation, toujours pour de l'embouche bovine, sachant que chaque programme est porté par un groupement de sept ou huit éleveurs qui reçoivent chacun un animal. Cela nécessitera l'obtention d'un crédit total d'environ 20 000 euros. Notre représentant au Burkina Faso travaille actuellement sur la constitution du dossier, cependant il lui est difficile d'assurer une présence sur place suffisante. Le relais d'une structure locale, dans le département de Béré, devient nécessaire pour le développement de nos projets.

## Actu



## La carotte fiscale recuisinée

En tant que sociétaire de la Cofides, vous êtes concerné par plusieurs modifications intervenues dans le cadre de la loi de finances 2013 et la loi de finances rectificative pour 2012. D'une part, la réduction

d'impôt sur le revenu relative à la souscription au capital de PME non cotées (dispositif Madelin) est prorogée jusqu'au

31 décembre 2016. D'autre part, le délai de souscription donnant droit à l'avantage fiscal IR et ISF est ramené à 5 ans (au lieu de 10 ans) pour l'investissement au capital des entreprises solidaires. En outre, la réduction d'impôt sur le revenu est désormais soumise au plafonnement global des avantages fiscaux, limités au titre d'une année d'imposition à la somme de 10 000 euros. Il est toutefois prévu que, dès lors que le seuil de 10 000€ est atteint, l'éventuel excédent puisse être reporté sur les cinq années suivantes.

## Agenda

Le 28 mai 2013, à Orléans, le réseau Centraider vous invite à son colloque : « Rio +20, Rio en vain ? Engagement de la société civile ici et là-bas ». Y seront abordés les quatre problématiques débattues lors de la Conférence de Rio sur le développement durable, en 2012 : efficacité énergétique, biodiversité, souveraineté alimentaire et finance solidaire. La Cofides participera à une table ronde sur la finance au service de projets solidaires locaux et internationaux.

De 9h à 17h, au Conseil Régional du Centre  
Information : [www.centraider.org](http://www.centraider.org)



RDV en kiosque le 22 mai prochain pour découvrir dans le quotidien La Croix, la 11ème édition du baromètre de la finance solidaire publié par Finansol.

**COFIDES Nord SUD 31, rue de Vincennes  
93 100 MONTREUIL Tél : 01 49 33 00 51  
[coordination@cofides.org](mailto:coordination@cofides.org)/[www.cofides.org](http://www.cofides.org)**